

58166

(0163) 28



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

---

Distr.: LIMITEE

E/ECA/TRADE/90/13  
20 mars 1991

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Onzième réunion de la Conférence  
des ministres africains du commerce

Addis Abeba (Ethiopie)  
15-19 avril 1991

**IMPACT DE LA FIXATION DES PRIX, DE LA COMMERCIALISATION  
ET DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS VIVRIERS DE BASE  
SUR LE COMMERCE INTERIEUR**

## INTRODUCTION

1. Au cours de la dernière décennie, les Etats africains ont eu à procéder à une évaluation de leur performance économique et à redéfinir leurs politiques d'intervention dans le domaine commercial. En effet, la stagnation de la production agricole doublée de l'étroitesse de la gamme aussi bien que du volume de biens produits, la concentration des unités industrielles en zones urbaines, et le peu de flexibilité des conditions d'accès aux crédits bancaires constituent autant de contraintes au développement du commerce africain. Et dans la poursuite de leurs objectifs en matière d'autosuffisance alimentaire, les différentes références africaines telles que le Plan d'action de Lagos, le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA), le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, et le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), ont mis l'accent sur le développement prioritaire de l'agriculture, en accordant une attention particulière à une stratégie commerciale performante. Cependant, les mesures et dispositions prises pour satisfaire la demande intérieure et autres exigences du développement économique n'ont pas été en cohérence avec les objectifs visés. Et les Etats africains continuent de subir les retombées d'une crise profonde reposant sur la détérioration des termes de l'échange, la sécheresse, la désertification et sur les faiblesses des politiques nationales de développement.

2. Et l'une des conséquences de cette situation est la détérioration continue du secteur vivrier, ceci malgré les politiques gouvernementales portant sur la fixation des prix aussi bien que sur la commercialisation des produits vivriers de base et tendant à :

- a) Assurer un approvisionnement régulier des populations en denrées alimentaires de base;
- b) Diminuer l'écart entre le prix au producteur et le prix au consommateur;
- c) Garantir l'autosuffisance alimentaire.

En outre, la mise en application d'une politique de bas prix aux producteurs par les offices de commercialisation des produits vivriers a été défavorable au développement de la production, et a engendré des déficits qui ont lourdement grévé les budgets des Etats africains.

3. C'est donc conscients de la vive préoccupation que suscite au sein des pays africains ce problème de la commercialisation et de la distribution des produits vivriers, que la Commission économique pour l'Afrique, dans le cadre de son programme biennal 1990-1991, s'est proposée d'entreprendre une étude sur l'incidence des mécanismes de prix, de commercialisation et de distribution des produits vivriers de base sur le commerce intérieur. Les conclusions à tirer de la présente étude, serviront à l'élaboration de mesures et recommandations pour une amélioration de la situation actuelle du secteur des produits vivriers et tendant à favoriser la réalisation de l'autosuffisance alimentaire comme préalable à un développement auto-entretenu.

4. La présente étude sera présentée à la onzième réunion de la Conférence des ministres africains du commerce. Elle comprend quatre parties (y compris l'introduction) et une annexe technique contenant des précisions statistiques et des références bibliographiques. La première partie qui constitue l'introduction sera suivie d'une seconde partie portant sur les politiques de prix et les systèmes de commercialisation et de distribution des produits vivriers de base. La troisième partie analysera l'impact des politiques de prix, des systèmes de commercialisation et de distribution des produits vivriers de base sur le commerce intérieur; elle tentera par ce biais de recenser les différents problèmes qui se posent. En rapport avec les problèmes soulevés, des solutions et recommandations seront proposées et qui seront complétées par les observations recueillies au niveau des débats.

## **I. POLITIQUES DE PRIX ET SYSTEMES DE COMMERCIALISATION ET DE DISTRIBUTION DES PRODUITS VIVRIERS DE BASE**

### **A. Politiques de prix des produits vivriers de base**

5. Il existe une tendance commune dans les pays en développement à amener les prix à la consommation et les prix à la production à des niveaux plus réalistes, souvent au moyen d'une certaine libéralisation des forces du marché. Mais les objectifs et les mécanismes d'intervention sur les prix sont généralement maintenus. Et dans bien des cas, les réformes sur les politiques de prix s'inscrivent dans le cadre des programmes d'ajustement structurels de la Banque mondiale et des dispositifs du Fonds monétaire international. En ce qui concerne les prix agricoles, les réformes ont consisté à réduire ou éliminer la subvention des aliments, à accroître la participation du secteur privé dans la commercialisation des produits alimentaires et agricoles, à promouvoir les exportations de produits agricoles et réduire les distorsions de prix qui résultent principalement de la protection du secteur industriel.

6. Les politiques nationales en matière de prix des denrées vivrières et des produits d'exportation varient d'un pays à un autre. Dans certains cas, les gouvernements ont choisi de stimuler par des prix incitatifs, la production alimentaire destinée au marché intérieur plutôt que celle de produits d'exportation. Mais l'alternative entre la promotion de la production vivrière et celle de la production pour l'exportation est complexe, notamment dans le cadre d'une croissance économique dominée par les exportations<sup>1</sup>.

#### **1. La fixation des prix**

7. Les gouvernements, inspirés par des considérations politiques et économiques, sont souvent amenés à fixer les prix des produits vivriers. Les critères de détermination des prix d'intervention les plus courants sont les suivants :

a) Les coûts de production qui est le critère le plus couramment utilisé par les pays en développement car il permet d'assurer une certaine continuité de la politique des prix et donc de mieux protéger les agriculteurs des chutes brutales des prix des produits. Il constitue une base quantitative qui concilie les intérêts des producteurs avec ceux des consommateurs et de l'industrie;

b) Les cours internationaux sont un des critères le plus souvent appliqué pour fixer les prix intérieurs tout en protégeant les producteurs et les consommateurs contre les fluctuations extrêmes;

c) Les critères multiples sont la combinaison de plusieurs critères (pour déterminer par exemple les prix agricoles) afin de parvenir à un équilibre entre les intérêts des différents groupes de population.

8. Le problème du choix dans les procédures d'établissement des prix est difficile, surtout pour les pays en développement, à cause de l'inadéquation des systèmes de commercialisation et de l'insuffisance des moyens financiers. En effet, ce sont les groupes aisés des zones urbaines qui bénéficient des politiques de prix et des subventions au détriment des plus démunis, et notamment des populations rurales au faible pouvoir d'achat. En outre, les rigidités dans les habitudes alimentaires perpétuent la dépendance vis-à-vis des produits vivriers importés. De plus, l'absence de facilités de crédit et l'insuffisance de stimulants financiers pour la production constituent une entrave à l'initiative privée, particulièrement en zones rurales. C'est pourquoi les pays africains tendent à favoriser une certaine libéralisation des forces du marché pour parvenir à des niveaux de prix plus réalistes et plus accessibles.

---

<sup>1</sup> Politiques de prix agricoles : Problèmes et propositions, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome, 1987, p.65.

## 2. Le système de la libéralisation des prix

9. Une autre possibilité de politique de prix en l'absence de fixation, est constituée par la libéralisation des prix qui favorise le libre jeu des forces du marché. Et les gouvernements des pays en développement ne peuvent esquiver la responsabilité de créer un climat de prix incitatifs pour les produits vivriers de base. Mais les mécanismes du marché laissés à eux-mêmes, peuvent avoir le contraire des effets escomptés; c'est la raison pour laquelle se pose la nécessité d'assurer une certaine stabilité des prix surtout pour les produits vivriers de base. Et la mesure la plus couramment utilisée dans les pays en développement pour stabiliser les prix, consiste à fixer des prix planchers ou prix minimaux garantis et, surtout pour les vivres, des prix plafonds avec prévision de variation saisonnière de la fourchette de prix (exemple, les prix des produits de base tels que les céréales vivrières). Ce système peut fonctionner s'il est soutenu par l'existence d'une capacité d'entreposage et de financement suffisante pour qu'il soit possible d'acheter toutes les quantités offertes. Par ailleurs, les gouvernements doivent prévoir des mesures d'intervention pour assurer le rééquilibrage du marché et une meilleure allocation des ressources.

### B. Commercialisation des produits vivriers de base

10. Dans la plupart des pays africains, le gros de la commercialisation des produits vivriers de base se fait par l'intermédiaire des offices de commercialisation et des organismes de commerce d'Etat, et ceci dans le but d'assurer une certaine stabilité des prix et une amélioration de la production. Toutefois, du fait de l'inadéquation des politiques de gestion des organismes étatiques, les gouvernements tendent de plus en plus à renforcer le rôle du secteur privé dans le système de commercialisation.

#### 1. Evolution de la production vivrière

11. La production vivrière évolue sur un rythme plus lent que celui de la population, ce qui se traduit par des baisses sensibles de la production par tête (voir tableau 1). Cette situation traduit l'insuffisance des disponibilités vivrières par rapport aux besoins des populations africaines, et pose la nécessité de recourir à des importations pour combler les déficits. Face à ce problème, beaucoup de pays africains ont du mal à réaliser l'autosuffisance alimentaire, c'est le cas des pays comme :

a) Le Burkina Faso dont les cultures vivrières (voir tableau 2) sont essentiellement constituées par le mil, le sorgho, le maïs et, le riz paddy pour lequel les autorités procèdent à des importations afin de couvrir une grande partie de la consommation locale <sup>2</sup>;

b) Le Sénégal dont la longue période de sécheresse a contraint les autorités à recourir à d'onéreuses importations de produits agricoles, (notamment pour le riz, principale denrée vivrière de base). La part de l'agriculture dans le PIB décroît régulièrement passant de 16,3 % en 1979 à 11,6 % en 1989. De nombreux projets ont été engagés afin de réduire la dépendance alimentaire du Sénégal vis-à-vis de l'extérieur. Le tableau 3 donne une évolution des principales cultures vivrières du pays <sup>3</sup>.

12. Par contre, certains pays africains ont réussi à établir leur autosuffisance alimentaire, c'est le cas du Bénin après des années de déficits de production. Des centres d'action régionale pour le développement rural, responsables de la distribution des intrants et de la commercialisation primaire des produits vivriers béninois ont été créés. Les principales cultures vivrières (voir tableau 4) sont constituées par le manioc,

---

<sup>2</sup> Zone franc, Rapport 1989. Monographies économiques : Burkina Faso.

<sup>3</sup> Zone franc, Rapport 1989. Monographies économiques : Sénégal.

l'igname et le maïs <sup>4</sup>. Le Cameroun a également réussi à assurer une quasi-autosuffisance alimentaire et un large courant d'exportations. Les stratégies d'intervention de l'Etat en milieu rural ont pris des formes multiples et visent aussi bien les cultures vivrières (tableau 5) que les cultures de rentes <sup>5</sup>.

13. Cependant, la production vivrière ne couvrant pas toujours les besoins des populations, la plupart des économies africaines sont sujettes à des distorsions au niveau des prix (sur les marchés), de la commercialisation et de la distribution (en dépit des interventions gouvernementales); il se pose par conséquent une nécessité de révision des politiques gouvernementales afin d'assurer une compatibilité entre les objectifs visés et les mesures à prendre.

## 2. Situation de l'offre et de la demande de produits vivriers de base

14. La presque totalité des pays africains en développement se trouvent devant l'alternative de privilégier les produits vivriers de base destinés à la consommation intérieure ou les produits agricoles d'exportation. En effet, le haut niveau du taux de croissance démographique explique l'incapacité de l'offre à satisfaire les exigences d'une demande alimentaire qui augmente plus vite que la production. Cette situation entraîne un recours accru aux importations de vivres parfois difficilement supportables.

15. D'un autre côté, le besoin urgent d'obtenir des recettes en devises oblige en même temps à accroître les exportations agricoles, d'autant qu'il est difficile de récupérer les marchés d'exportation perdus à la suite d'une rupture d'approvisionnement. En outre, le volume des exportations africaines est limité en vertu d'accords internationaux et du caractère restreint de la base de production.

16. Il n'est donc pas souhaitable d'appliquer une politique exclusivement tournée vers la satisfaction de la demande intérieure de produits vivriers sans tenir compte des besoins en devises du pays. Il faut plutôt tenir compte de beaucoup de considérations pratiques telles :

- a) Trouver d'autres moyens possibles d'accroître les recettes d'exportation, par exemple, par la diversification des produits;
- b) Adapter les modes des consommations aux modes de production;
- c) Etablir une complémentarité entre produits vivriers et produits d'exportation.

Par ailleurs, les petits exploitants qui assurent la plus grande partie de la production vivrière de base, doivent être initiés aux techniques agricoles modernes afin de parvenir à une utilisation optimale des terres et à un accroissement des rendements.

## 3. Intervention des pouvoirs publics

17. A cause d'un certain nombre de facteurs tant économiques que politiques, les Etats africains interviennent dans leur système de commercialisation, soit pour rationaliser et distribuer équitablement des aliments de base, soit pour ramener les prix aux niveaux fixés par décrets. Dans plusieurs pays d'Afrique les principaux produits vivriers sont commercialisés par un office public. La subvention des vivres est assurée au moyen de transfert en faveur de l'office de commercialisation ou de couverture par l'Etat des déficits. Mais le manque de cohérence tant dans l'élaboration des politiques qu'au stade de leur application a engendré un certain nombre de carences, entraînant une inadéquation des systèmes de commercialisation.

<sup>4</sup> Zone franc, Rapport 1989. Monographies économiques : Bénin.

<sup>5</sup> Zone franc, Rapport 1989. Monographies économiques : Cameroun.

Pour remédier à cet état de fait, la plupart des Etats africains ont entrepris des réformes allant dans le sens d'une restructuration des organismes paraétatiques tout en essayant de renforcer et d'amplifier la participation du secteur privé dans la commercialisation des produits.

18. En outre, les gouvernements devraient rechercher les moyens de résoudre les problèmes ayant trait:

- a) A la gestion des politiques de prix et de commercialisation qui nécessite un renforcement du personnel requis pour cette tâche au niveau national;
- b) Au choix d'objectifs compatibles et d'adapter les mesures à ces objectifs;
- c) A la disponibilité de statistiques et d'autres informations à jour et correctes sur les prix, les marchés et sur les prévisions de l'offre et de la demande.

#### 4. Les opérateurs privés

19. Ce sont les agents commerciaux qui interviennent à tous les stades de la commercialisation. On distingue :

- a) Les coopératives de commercialisation qui s'occupent de l'organisation de la production agricole et de la distribution des intrants agricoles; ils sont également très actifs au niveau de la collecte et de la commercialisation des produits agricoles. Ainsi par exemple, en Ethiopie, les coopératives d'agriculteurs parallèlement aux entreprises publiques assurent la distribution des biens de consommation;
- b) Les opérateurs commerciaux privés individuels sont également très actifs dans la commercialisation des produits vivriers (notamment les céréales). Ils opèrent généralement en tant que demi-grossistes ou détaillants sur les marchés semi-urbains, ou en tant que grossistes sur les marchés urbains.

20. Les opérateurs commerciaux privés sont confrontés aux problèmes liés, entre autres :

- a) A l'inadéquation des infrastructures physiques (transport, stockage, communication);
- b) Au peu de flexibilité des conditions d'accès au crédit bancaire qui s'adaptent peu ou pas aux réalités des échanges commerciaux.

### C. La distribution des produits vivriers de base

21. La distribution est le mécanisme par lequel les produits sont mis à la disposition des utilisateurs (produits intermédiaires) et des consommateurs (produits de consommation). La distribution fait partie des opérations que couvre le commerce intérieur, notamment les opérations de collecte (auprès des producteurs), de stockage et d'entrepôt, de transport et de paiement. La satisfaction de la demande de produits vivriers de base (locaux ou importés) requiert, entre autres exigences, une bonne infrastructure de transport, des installations de stockage appropriées doublée d'une structure adéquate des réseaux de distribution.

#### 1. L'organisation de la distribution

22. La distribution des produits se fait par le biais des réseaux de distribution dont les formes résultent des types d'exploitation (notamment, commerce de gros, demi-gros, détail et éventuellement micro-détail).

23. Cependant, la concentration des activités commerciales en zones urbaines, la dispersion de la demande en milieu rural, et l'insuffisance des infrastructures physiques ont entraîné une inadéquation des réseaux de distribution qui se traduit par une longueur exessive des circuits de distribution empruntés par les produits. En outre, il y a une certaine tendance à la détention de monopoles dans les zones rurales où

la demande est supérieure à l'offre et l'information très réduite. Cette situation joue énormément au détriment des consommateurs ruraux qui devront faire face à des hausses excessives de prix par rapport à leur pouvoir d'achat.

24. Face à cette situation et compte tenu des contraintes financières et budgétaires, les pays africains ont procédé à un certain nombre de mesures concernant la distribution des produits vivriers de base, afin de permettre à chaque agent économique de pouvoir en disposer au moindre coût. Ainsi, à Madagascar, la vente des produits de première nécessité est entre les mains des "Fokontany urbains" et des coopératives des partis politiques qui sont autorisés à gérer les marchés de détail et à fournir au consommateur le produit au prix officiel <sup>6</sup>. Au Sénégal, la Société nationale pour l'approvisionnement et la distribution (SONADIS) s'occupe de la distribution des denrées de première nécessité. Au Cameroun, l'Etat a décidé de privilégier le circuit court qui inclut un grossiste et un détaillant entre le producteur et le consommateur, tout en considérant la possibilité de vente directe entre producteur et consommateur pour les produits de première nécessité <sup>7</sup>. En Ethiopie, le gouvernement favorise un circuit court entre producteur (entreprise d'Etat) et consommateur, avec comme seul intermédiaire, la coopérative d'agriculteurs ou l'association d'habitants de zones urbaines, ou une entreprise de distribution au détail <sup>8</sup>.

## 2. Les facilités de distribution

25. L'insuffisance des investissements, la presque inexistence des facilités de crédit, la précarité des infrastructures de transport et des installations de stockage constituent un frein à une bonne structure de distribution dans les pays africains. Ceci pose la nécessité :

- a) De procéder au désenclavement des régions isolées de manière à faciliter la circulation des biens et services;
- b) De promouvoir et de réglementer les transports tout en en réduisant les coûts;
- c) De coordonner la politique de développement du transport intérieur avec celle d'investissement en installations de stockage et de conservation des produits;
- d) D'adapter les conditions de prêts bancaires aux réalités des échanges, notamment, la rotation des stocks et la promotion des ventes.

## II. IMPACT DES POLITIQUES DE PRIX, DE LA COMMERCIALISATION ET DE LA DISTRIBUTION DES PRODUITS VIVRIERS DE BASE SUR LE COMMERCE INTERIEUR

26. Les politiques de prix ont une incidence déterminante sur le développement du commerce intérieur. Cependant, compte tenu de la crise économique que traversent tous les pays africains, des contraintes budgétaires, des difficultés de balances de paiement et des pénuries persistantes de vivres, d'autres facteurs

---

<sup>6</sup> Voir CEA, Modèles alternatifs des structures et mécanismes du commerce intérieur: Etude de cas de Madagascar (E/ECA/TRADE/107).

<sup>7</sup> Voir CEA, Analyse sommaire des structures, mécanismes et réseaux de distribution du commerce intérieur au Cameroun. E/ECA/TRADE/97. 1987.

<sup>8</sup> Voir ECA, Alternative patterns of domestic trade structures and mechanisms: A case study of Ethiopia (E/ECA/TRADE/98, 1987).

doivent être pris en considération et qui sont un préalable à la promotion de la production, de la commercialisation et de la distribution des produits. Il s'agit essentiellement :

- a) De la nécessité d'assurer aux agriculteurs les techniques permettant de relever les rendements et de mettre de nouvelles terres en cultures;
- b) De la mise à la disposition des agriculteurs d'intrants requis au bon moment et de leur assurer les crédits nécessaires;
- c) De la nécessité de réaliser de gros investissements publics dans l'irrigation, le défrichement, la recherche, la vulgarisation et la commercialisation et dans la construction de routes;
- d) De la nécessité d'octroyer des crédits aux commerçants et d'encourager l'investissement privé;
- e) De l'accroissement de la capacité des entrepôts pour éviter de noyer les marchés par des excédents qui feraient baisser les prix.

A. Impact des politiques de prix des produits vivriers de base  
sur le commerce intérieur

1. Au niveau de la production intérieure

27. De façon générale, l'évolution des prix a toujours une incidence sur la production intérieure d'un pays. Et les prix relatifs jouent un rôle important dans la détermination de la composition de la production agricole, particulièrement pour les produits substituables<sup>9</sup> (comme le riz et le mil au Sénégal). Et une étude de la FAO sur les politiques de prix dans les pays en développement révèle que, "les variations de prix relatifs peuvent avoir des conséquences nutritionnelles graves si elles provoquent la stagnation ou la baisse de la production de certaines denrées dont le prix n'est pas soutenu, et avoir des effets néfastes sur le revenu et l'emploi des producteurs, des paysans sans terre et des zones spécialisées dans ces productions". La même étude donne comme exemple le cas du Kenya<sup>10</sup> dont le maïs bénéficiait à la fois d'un prix incitatif à la production et d'une subvention à la consommation tandis que le sorgho, l'autre principale céréale vivrière, n'était pas soutenue. Cela a entraîné un détournement d'une partie de la demande des consommateurs et des ressources de production vers le maïs, en dépit du fait que le sorgho est relativement plus important pour les petits agriculteurs pauvres, et qu'il résiste mieux à la sécheresse dans les zones d'aridoculture.

28. En outre, l'augmentation des prix n'a pas toujours pour effet une augmentation de la production alimentaire dans les pays africains, à cause du caractère extraverti des économies et de l'inélasticité de l'offre qui est due aux rendements décroissants et/ou à l'augmentation des coûts apparaissant dans le cadre d'une agriculture de subsistance. Ainsi, une augmentation des prix agricoles peut se traduire par une réduction de la demande de main-d'œuvre qui agit directement sur les salaires réels et aboutit à une baisse de la demande de produits alimentaires. Par ailleurs, les programmes de subventions des inputs pour réduire les coûts de production et accroître la productivité et la production sont très limités dans les pays africains, à cause des contraintes budgétaires.

---

<sup>9</sup> FAO, Politiques de prix agricoles : Problèmes et propositions, Rome, 1987, p.63.

<sup>10</sup> FAO, *Ibid.*



## 2. Au niveau de la répartition des revenus

29. La hausse des prix est directement favorable au producteur et désavantageux pour le consommateur. Et les pays africains doivent pouvoir concilier le fait d'assurer de façon régulière l'approvisionnement des consommateurs en aliments bon marché tout en maintenant les prix à la production à un niveau suffisant pour susciter un accroissement de la production. A cet effet, les effets perturbateurs de la hausse et de l'instabilité des prix des produits vivriers sur le coût de la vie et sur les salaires doivent être contournés, sinon, tempérés. A cette fin, les Etats africains ont souvent recours aux subventions, et notamment la subvention à la consommation qui est l'un des instruments les plus courants de la politique des prix. En effet, la subvention des vivres aide à corriger la répartition des revenus dans les pays en développement où il est parfois impossible de contrôler les revenus déclarés.

30. Il est cependant reconnu que dans la plupart des pays ce sont les citoyens qui bénéficient des subventions sur les vivres, alors que la majorité des plus pauvres sont des ruraux. La conséquence de cet état de fait se traduit par un exode massif des ruraux au détriment de la production agricole et un accroissement du chômage dans les villes. Il est dès lors souhaitable d'envisager une meilleure répartition des revenus, par exemple, par une redistribution des facteurs de production notamment la terre, et/ou par une application des impôts progressifs plutôt que par les politiques de prix qui ont souvent un effet indirect sur les causes même de l'inégalité des revenus.

### B. Impact des mécanismes de commercialisation et de distribution des produits vivriers de base sur le commerce intérieur

#### 1. Au niveau des activités de commercialisation

31. Les analyses précédentes ont montré le rôle effectif de l'Etat dans la commercialisation des produits vivriers de base; et les politiques d'intervention sur le marché des produits vivriers visent notamment une certaine stabilité des prix et l'approvisionnement régulier des populations à des prix compatibles avec leur pouvoir d'achat. A cet égard, la commercialisation des produits vivriers a un impact positif certain sur le commerce intérieur puisqu'elle favorise :

- a) Une organisation plus aisée des secours alimentaires aux populations (notamment rurales, en cas de pénuries);
- b) La mise en place d'infrastructures importantes de commercialisation dans le monde rural;
- c) Une certaine stabilité des prix qui constitue un facteur de dissuasion de certaines pratiques abusives;
- d) L'ouverture de marchés aux petits exploitants et aux agriculteurs isolés.

32. Les politiques interventionnistes dans le cadre de la commercialisation des produits vivriers de base ont néanmoins été qualifiées de contre-productives puisqu'elles ont souvent tendance à freiner la promotion de l'agriculture qui constitue l'élément moteur au développement du commerce intérieur dans les pays en développement. Ainsi, il a été noté :

- a) Une tendance stagnante ou à la baisse de la production alimentaire due entre autre, aux modes de consommation qui ne s'adaptent pas toujours aux modes de production;
- b) Un accroissement progressif des importations en denrées alimentaires;

c) Un blocage des programmes d'investissement dans le développement des infrastructures et institutions de commercialisation;

d) Un accroissement des dépenses budgétaires des Etats africains en terme de subventions.

33. Face à cette situation, la plupart des pays africains ont procédé à une réforme de leurs politiques agricoles et alimentaires dans le cadre de leur programme d'ajustement structurel, prévoyant:

a) Une libéralisation de leurs politiques de prix et de commercialisation des produits vivriers de base;

b) Une réduction du monopole d'Etat dans le cadre de la commercialisation;

c) L'élaboration de contrats plans avec les organismes publics dont les activités comportent des volets d'ordre social.

34. Ainsi au Niger, le gouvernement s'est engagé dans une libéralisation du commerce de ses produits vivriers de base (mil et sorgho) mais en renforçant le rôle des coopératives <sup>11</sup>. Le gouvernement centrafricain mène quant à lui des études en collaboration avec les bailleurs de fonds, en vue de l'amélioration de la productivité en milieu rural, du développement des infrastructures et de l'organisation des circuits de commercialisation <sup>12</sup>. Au Nigéria, une bonne partie du commerce est depuis quelques années entre les mains du secteur privé. Les importations de riz et de maïs sont interdites depuis 1985, de même celles en huile végétale (janvier 1986), pour en protéger la production locale qui couvre largement les besoins du pays.

## 2. Au niveau des facilités de distribution

35. La distribution fait partie intégrante du mécanisme commercial; et une bonne structure de commercialisation requiert des infrastructures adéquates de distribution qui favorisent une meilleure circulation des biens et services. Cependant, la situation actuelle des infrastructures de distribution dans les pays africains ne semble pas être compatible avec une promotion des échanges commerciaux. En effet, un certain nombre de contraintes ont été retenues et qui constituent un frein au développement du commerce intérieur, notamment:

a) Les disparités entre les avantages accordés aux populations rurales et urbaines;

b) Le déséquilibre entre l'épargne disponible et le besoin en investissement;

c) L'inadéquation des infrastructures de transport et des installations de stockage;

d) Le manque de facilités de crédit au profit du secteur privé;

e) Les installations de déchargement des marchés qui sont rudimentaires, doublées de conditions hygiéniques et sanitaires précaires (surtout en milieu rural);

---

<sup>11</sup> Mesures à prendre pour l'amélioration des institutions de commercialisation des produits alimentaires (JEFAD/AMS/89/12).

<sup>12</sup> Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé sur l'impact de la libéralisation des prix sur la commercialisation des produits vivriers et la sécurité alimentaire (JEFAD/AMS/90/31).

## f) L'inadéquation des circuits de distribution.

36. C'est soucieux de ces problèmes au niveau de la distribution que les gouvernements des pays africains ont pris des mesures allant dans le sens d'une restructuration et d'une rationalisation des infrastructures commerciales. Ainsi, le gouvernement camerounais a élaboré des programmes de routes et pistes rurales en vue du désenclavement de certaines régions. Le gouvernement congolais a quant à lui mis en oeuvre un projet d'assistance à la commercialisation reposant sur l'organisation de groupements au niveau des villages pour faciliter la collecte et la distribution des produits vivriers, la réhabilitation des pistes rurales et l'apport de fonds nécessaires au financement des circuits de commercialisation <sup>13</sup>.

3. Etablissement de pôles de développement dans les zones rurales

37. Du fait de la concentration des unités industrielles en zones urbaines, du manque d'institutions d'appui et de moyens favorables à la promotion des échanges commerciaux en zones rurales, les pays africains doivent trouver les moyens d'assurer l'approvisionnement régulier des populations rurales en produits vivriers de base. C'est dans ce sens qu'ont été créés les offices de commercialisation. Il est cependant apparu que les politiques et stratégies commerciales mises en oeuvre n'ont pas été à la mesure des objectifs visés; c'est la raison pour laquelle certains pays africains ont procédé à l'établissement de pôles de développement en zones rurales. Ainsi au Bénin, des centres d'action régionale pour le développement rural (CARDER), responsables de la distribution des intrants et de la commercialisation des produits vivriers, ont été. En outre, en 1988, un plan d'action pour la mise en oeuvre d'une politique agricole couvrant la période 1988/92 a été élaboré. Il concerne, le développement des zones rurales lacustres, la relance de la culture cotonnière, l'amélioration de l'élevage et la promotion des cultures vivrières <sup>14</sup>. Au Sénégal, la Société d'aménagement et d'exploitation du Delta (SAED) a conçu un programme de réformes visant la transformation en zone agricole de la vallée du fleuve Sénégal dans le Nord du pays, de même qu'un projet d'intégration agricole dans le Sud du pays. En Guinée équatoriale, la récente création de l'Institut pour la promotion du cacao (première production agricole commercialisée) devrait permettre d'octroyer et de soutenir les coûts d'achat des producteurs.

## III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

38. Des analyses précédentes découlent un certain nombre de conclusions quant à l'efficacité des politiques de prix et des systèmes de commercialisation et de distribution des produits vivriers de base, et à leur incidence sur le développement du commerce intérieur des pays africains:

a) Les politiques alimentaires ne favorisent pas les masses dans les pays africains. En effet, les politiques de promotion des produits vivriers ont surtout été orienté dans le sens d'une satisfaction de la demande des populations urbaines par le biais notamment :

i) des politiques de prix inadéquates car reposant sur des mesures de fixation de prix au producteur à un niveau qui ne favorise pas une reprise de la production locale;

<sup>13</sup> Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé sur l'impact de la libéralisation des prix sur la commercialisation des produits vivriers et la sécurité alimentaire (JEFAD/AMS/90/31).

<sup>14</sup> La Zone franc. Rapport 1989. Monographies économiques : Le Bénin.

ii) des politiques d'importation qui perpétuent la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de produits vivriers importés et nécessitent des recours aux aides alimentaires pour combler les déficits persistants;

b) Une certaine tendance stagnante ou à la baisse de la productivité et de la production, creusant l'écart entre l'offre et la demande potentielle;

c) Une absence d'institutions d'appui à la commercialisation, de personnel qualifié et d'information sur le marché, doublée de la presque inexistence des facilités de financement.

39. L'effet combiné de ces différents facteurs constituent un frein majeur à l'amélioration de la stratégie commerciale africaine. En outre, les différents accords internationaux ne semblent pas beaucoup favoriser un développement du secteur commercial africain: l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations commerciales d'Uruguay Round sur l'agriculture en est une preuve tangible. C'est la raison pour laquelle (et indépendamment du fait que les solutions à proposer varieront en fonction de la situation géographique et politique des Etats), il est nécessaire de proposer des mesures communes compatibles avec l'objectif d'autosuffisance alimentaire tel qu'établi par le Plan d'action de Lagos, et reposant sur :

a) Une promotion de la production de biens agricoles et manufacturés locaux;

b) Des infrastructures de commercialisation et de distribution adéquates, reposant sur une rationalisation des réseaux de distribution;

c) L'établissement d'un équilibre entre la production et la demande intérieure par une allocation rationnelle des investissements et un encouragement de la consommation de biens localement produits.

#### B. Recommandations

40. En vue d'assurer une croissance économique autonome et auto-entretenu et sortir du cercle vicieux de la dépendance économique, les pays africains doivent mettre en oeuvre un certain nombre de mécanismes et instruments de développement économique ayant pour base une relance et une promotion des échanges dans le cadre du secteur de leur commerce intérieur; à cet effet :

a) Les gouvernements africains doivent redéfinir un cadre d'intervention de l'Etat non plus comme détenteur de monopole mais, comme agent régulateur des activités commerciales, notamment dans le cadre de la programmation, du contrôle des importations pour protéger la production locale, du contrôle des fluctuations de prix et des subventions, et de la promotion des produits vivriers locaux;

b) Au niveau de la production vivrière, il est nécessaire d'assurer un accroissement de la production par de meilleures techniques culturales. En outre, il faudra adopter des mesures de protection des produits vivriers de base locaux par un accroissement des taxes aux importations, des subventions sur les céréales locales et une promotion des substituts aux importations;

c) Par ailleurs, il y a lieu de développer les infrastructures physiques, d'aménager des centres de collecte en milieu rural et de mettre en oeuvre des mécanismes de diffusions des informations sur les marchés pour permettre aux agents économiques de profiter des opportunités offertes.

41. La réalisation de ces différents objectifs doublée d'une politique de diversification des produits africains servira de base à une stratégie commerciale performante et à la relance des échanges intra-africains. En effet, dans un environnement économique international largement dominé par les grandes puissances, à l'heure où les négociations commerciales du GATT restées dans l'impasse ont engendré une prolongation de l'Uruguay Round, où l'émergence de blocs politico-économiques visent la consolidation des ces mêmes

puissances et l'isolement du continent africain, se pose la nécessité d'une prise de conscience africaine non plus dans les textes mais par la mise en oeuvre de politiques cohérentes, répondant aux exigences du développement économique.

#### **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

1. Le Rapport de la Zone franc, 1989. Publié par le secrétariat du Comité monétaire de la Zone franc.
2. Mesures à prendre pour l'amélioration des institutions de commercialisation des produits alimentaires (JEFAD/AMS/89/12, décembre 1988).
3. Politiques de prix agricoles : Problèmes et propositions. Collection FAO : Développement économique et social, no 42, Rome 1987.
4. Rapport au Conseil des ministres du MULPOC de Yaoundé sur l'impact de la libéralisation des prix sur la commercialisation des produits vivriers et la sécurité alimentaire (JEFAD/AMS/90/31, juin 1990).
5. Structures générales et institutions pour le commerce intérieur dans les pays africains (E/ECA/TRADE/90/4, 4 miy 1990).

ANNEXE

DONNEES STATISTIQUES

Tableau 1. Nombre-indices de la production alimentaire par tête de quelques pays africains

|          | 1985   | 1986   | 1987   | 1988   | 1989   |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Algérie  | 109,98 | 105,12 | 105,99 | 93,66  | 92,64  |
| Bénin    | 114,27 | 116,81 | 103,02 | 115,49 | 122,44 |
| Cameroun | 97,92  | 98,89  | 96,41  | 96,20  | 95,30  |
| Ethiopie | 88,90  | 95,42  | 88,43  | 88,48  | 88,74  |
| Malawi   | 89,16  | 86,83  | 82,65  | 85,75  | 85,77  |
| Nigéria  | 104,15 | 107,56 | 96,14  | 95,68  | 94,79  |
| Sénégal  | 108,02 | 109,53 | 116,75 | 97,43  | 103,35 |
| Zambie   | 93,48  | 94,07  | 90,39  | 105,05 | 95,99  |

Source: Annuaire FAO de la production, Vol. 43, 1989.

Tableau 2. Burkina Faso : Production de cultures vivrières (en milliers de tonnes)

|                   | 1985/86 | 1986/87 | 1987/88 | 1988/89 | 1989/90 |
|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Mil et sorgho     | 1 426   | 1 598   | 1 480   | 1 826   | 1 640   |
| Maïs              | 142     | 158     | 30      | 227     | 257     |
| Riz paddy         | 21      | 27      | 22      | 39      | 42      |
| Sésame (commerce) | 5       | 4       | 1       | 3       | nd*     |

Source: Zone franc, Rapport 1989.

\* = non disponibles

Tableau 3. Sénégal: Production de cultures vivrières (en milliers de tonnes)

|               | 1985/86 | 1986/87 | 1987/88 | 1988/89 | 1989/90 |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Mil et sorgho | 949,6   | 633,7   | 801,3   | 594,2   | 747,9   |
| Maïs          | 146,9   | 107,9   | 113,6   | 123,3   | 110,0   |
| Riz           | 147,0   | 148,3   | 135,8   | 146,4   | 162,0   |
| Niébé         | 79,7    | 54,9    | 28,6    | 17,3    | 24,8    |

Source: Zone franc, Rapport 1989.

Tableau 4. Bénin : Production de cultures vivrières (en milliers de tonnes)

|               | 1985/86 | 1986/87 | 1987/88 | 1988/89 | 1989/90 |
|---------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Manioc        | 780,0   | 725,3   | 570,2   | 779,6   | 1 004,3 |
| Ignames       | 776,6   | 874,5   | 834,9   | 922,1   | 1 072,6 |
| Maïs          | 425,1   | 375,6   | 267,3   | 429,7   | 454,2   |
| Mil et sorgho | 90,9    | 108,0   | 114,8   | 120,4   | 134,7   |
| Haricots      | 39,1    | 41,3    | 34,9    | 44,1    | 55,4    |
| Riz paddy     | 6,3     | 8,5     | 8,2     | 9,7     | 11,2    |

Source: Zone franc, Rapport 1989.

Tableau 5. Cameroun : Production de cultures vivrières (en milliers de tonnes)

|               | 1986/87 | 1987/88 | 1988/89 | 1989/90 |
|---------------|---------|---------|---------|---------|
| Mil et sorgho | 523     | 430     | 572     | 450     |
| Maïs          | 367     | 429     | 442     | 453     |
| Riz paddy     | 90      | 65      | 85      | 90      |
| Canne à sucre | 71      | 64      | 77      | 80      |
| Tubercules    | 1 780   | 2 268   | nd      | nd      |
| Plantains     | 1 042   | 941     | nd      | nd      |

Source: Zone franc, Rapport 1989.